

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

Immobilier : en août, les investissements immobiliers enregistrent une nette progression alors que les mises en chantier ralentissent ; les ventes immobilières accélèrent largement en août dans un contexte de ralentissement des prix des logements

Finances publiques : de janvier à août 2019, la croissance des recettes publiques chute sous l'effet des réductions d'impôts et de charges et du ralentissement de la croissance économique ; les dépenses publiques augmentent de +8,8%

Activité économique : la croissance de la production industrielle, des investissements et les ventes au détail fléchit en août

ECONOMIE GENERALE [\(ici\)](#)

Politique monétaire : après avoir baissé les RRO, la Banque centrale (PBoC) décide de ne pas abaisser le taux MLF et procède à un retrait de liquidités ; le taux du LPR baisse de 5 pbb

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

Guerre commerciale : entretien au niveau vice-ministériel entre la Chine et les Etats-Unis à Washington

Relations sino-américaines : nouveau projet de réglementation pour renforcer le contrôle sur les investissements étrangers publié par le Trésor américain

Investissements : publication par le ministère du Commerce de son rapport annuel sur les IDE sortants en 2018

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

Crédit social : la Commission Nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) annonce avoir attribué une note générale à 33 millions d'entreprises

Télécommunications : Ren Zhengfei, fondateur de Huawei, communique sur la possibilité de vendre la technologie 5G du groupe à des entreprises étrangères

Sports : le Conseil des Affaires de l'État présente un plan d'action pour doper l'économie du sport

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS [\(ici\)](#)

Aéronautique : Airbus fait le point sur ses enjeux et sa stratégie en Chine

Changement climatique / BRI : l'université de Tsinghua appelle à une décarbonation des « routes de la soie »

Développement durable : la protection écologique et le développement de haute qualité du bassin du fleuve Jaune érigés en « stratégie nationale majeure »

Aéronautique : COMAC fait le point sur ses programmes et dévoile ses prévisions pour l'aviation commerciale à horizon 2038

Transport aérien : renforcement des liaisons aériennes vers la France et développement de destinations en Russie et en Asie au départ du prochain aéroport de Pékin-Daxing



AGRICULTURE & AGROALIMENTAIRE ([ici](#))

Agroalimentaire : *La Chine a déstocké 10 000 tonnes de viande de porc jeudi 19 septembre pour sécuriser l'approvisionnement des consommateurs à l'approche des vacances de la Fête Nationale (1^{er} octobre)*

PPA : *en août, l'augmentation sur 1 an du prix de la viande de porc est passée à 47 %*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Bourse : *malgré le refus du London Stock Exchange, HKEX souhaite poursuivre les négociations en vue d'un rapprochement entre les deux opérateurs boursiers*

BOURSE : *IPO possible de ANHEUSER BUSCH*

Rating : *Moody's modifie la perspective de la notation de HK (Aa2) de stable à négative*

Aéroport : *baisse du nombre de passagers et du fret au mois d'août*

Innovation financière: *l'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) et la Banque des règlements internationaux (BRI) ont signé un accord sur le centre d'innovation BRI à Hong Kong*



CONJONCTURE

Immobilier : en août, les investissements immobiliers enregistrent une nette progression alors que les mises en chantier ralentissent ; les ventes immobilières accélèrent largement en août dans un contexte de ralentissement des prix des logements

En août, les ventes immobilières augmentent de +4,7% (g.a), soit la croissance la plus forte depuis juillet 2018, contre +1,2% le mois précédent. La croissance des mises en chantier de bureaux et de bâtiments résidentiels ralentit à +4,9% (contre +6,6% en juillet), en ligne avec la tendance à l'œuvre depuis mai. Les ventes de logements augmentent de +7,2% (contre +3,4% en juillet) alors que les mises en chantier résidentielles ralentissent à +4,4% (contre +5,4% en juillet). Les investissements immobiliers (bureaux et bâtiments résidentiels) accélèrent à +10,5% contre +8,5% en juillet, tout comme les investissements immobiliers résidentiels, à +13,7% contre 11,2 % en juillet.

Les prix des biens immobiliers résidentiels continuent d'augmenter en juillet (52^{ème} mois consécutif d'augmentation). Néanmoins, la croissance des prix moyens des logements neufs dans les 70 principales villes chinoises a ralenti à +8,8% (en glissement annuel) en août, contre 9,7% en juillet. En glissement mensuel, les prix ont augmenté de +0,5% en août, soit la hausse la plus faible depuis février, contre +0,6% en février. On observe également une baisse du nombre de villes signalant une augmentation mensuelle des prix des logements en juillet (55 sur 70 en août, contre 60 en juillet). Les prix dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) se sont stabilisés à +0,3% (g.m.) en août. Les prix dans les villes de rang 2 ont crû de +0,5% en août (g.m. contre +0,% en juillet) alors que la croissance des prix dans les villes de rang 3 se stabilise à +0,7%. Pour mémoire, les dynamiques des prix dans le secteur immobilier en Chine sont nettement moins volatiles selon les statistiques officielles que selon les données de fournisseurs privés.

Pour mémoire, le gouvernement a pris des mesures pour limiter l'augmentation des prix, notamment des restrictions limitant les financements des promoteurs immobiliers sur les marchés *onshore* et *offshore* et des restrictions sur les ventes de terrain. Lors de sa réunion trimestrielle du 31 juillet, le bureau politique a exclu de prendre des mesures de soutien au secteur immobilier afin de générer un stimulus macroéconomique.

Finances publiques : de janvier à août 2019, la croissance des recettes publiques chute sous l'effet des réductions d'impôts et de charges et du ralentissement de la croissance économique ; les dépenses publiques augmentent de +8,8%

De janvier à août 2019, les recettes publiques se sont élevées à 13 706Mds RMB, en hausse de +3,2% (g.a.) contre +9,4% pour la période janvier-août 2018, ce ralentissement de la croissance des recettes est principalement dû à l'effet des réductions d'impôts et de charges ainsi que du ralentissement de la croissance économique. Les recettes de l'administration centrale ont atteint 6 590 Mds RMB, en hausse de +3,5% et les recettes des gouvernements locaux étaient 7 116Mds RMB, soit une croissance de +2,8%.

En détail, de janvier à août 2019, les recettes fiscales atteignaient 11 713Mds RMB, en baisse de -0,1% (en g.a.) contre +13,4% pour la même période en 2018 alors que les recettes non-fiscales ont atteint 1 993Mds RMB, soit hausse de +27,3%. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a augmenté de +4,7% (g.a.) contre +13,6% sur la même période en 2018, principalement en raison des réductions d'impôts sur la

TVA. L'impôt sur les sociétés a augmenté de +3,6% contre +12,9%, principalement sous l'effet de la réduction fiscale sur les petites et micro entreprises et de la baisse générale des bénéfices des sociétés. L'impôt sur le revenu des particuliers a diminué de -30,1%, en raison de la politique des réductions d'impôts et de charges.

De janvier à août 2019, les dépenses publiques se sont élevées à 15 307Mds RMB, soit une augmentation de +8,8% (en g.a) contre +6,9% pour la même période en 2018 ; les dépenses de l'administration centrale ont atteint 2 219Mds RMB, en hausse de +8,6% (g.a.) et les dépenses des gouvernements locaux étaient de 13 089Mds RMB, soit une croissance de +8,8%.

Activité économique : la croissance de la production industrielle, des investissements et des ventes au détail fléchit en août

La production industrielle (en valeur ajoutée) a crû de +4,4 % en g.a en août, contre +4,8% en juillet (soit sa plus faible progression depuis 2002). Le fléchissement est imputable à la production de l'industrie minière (qui ralentit à +3,7% en août, contre +6,6% en juillet). A noter que la production industrielle dans le privé fléchit à +6,0% en août, contre +7,3% en juillet).

Les investissements bruts en capital fixe ont augmenté de +5,5% à 40 063Mds RMB entre janvier et août, contre +5,7% sur les sept premiers mois de l'année. Le fléchissement est notamment imputable aux investissements manufacturiers (+2,6% contre +3,3% pour la période janvier-juillet) ainsi qu'au léger ralentissement des investissements immobiliers.

Les ventes au détail en valeur ont progressé de +7,5 % à 3 390Mds RMB en août, contre +7,6 % en juillet. Hors secteur automobile, qui continue d'enregistrer une contraction (à -8,1% en août contre -2,6% en juillet), les ventes au détail ont fortement augmenté de +9,3% contre +8,8% en juillet.

Le taux de chômage urbain recensé a légèrement baissé à 5,2% en août, contre 5,3% en juillet. Le nombre d'emplois créés en zone urbaine, statistique sujette à caution mais objectif central des autorités politiques pour 2019 dans la conduite de leur politique économique, a atteint 9,84M de janvier à août 2019, ce qui représente 89,5% de l'objectif fixé par le gouvernement pour cette année. Pour mémoire, les objectifs annuels des autorités en matière d'emploi en 2019 sont 11M d'emplois urbains créés, un taux de chômage urbain recensé inférieur à 5,5%.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Politique monétaire : Après avoir baissé les RRO, la Banque centrale (PBoC) décide de ne pas abaisser le taux MLF et procède à un retrait de liquidités ; le taux du LPR baisse de 5 pdb

La PBoC a annoncé le 17 septembre qu'elle prêterait 200 Mds RMB (28,6 Mds USD) via la facilité de prêt à moyen terme à 3,3%, taux alors inchangé depuis la dernière injection le 26 août et inchangé depuis la mise en place de la réforme du *Loan Prime Rate*. En outre, la PBoC n'a pas reconduit la totalité des prêts MLF à un an arrivant à échéance (265 Mds RMB) ni les *seven-day reverse repo* (80 Mds RMB), portant le retrait de liquidités à 145 Mds RMB. Néanmoins, la baisse du ratio des réserves obligatoires (RRO) en RMB de 0,5 pt de pourcentage annoncée par la PBoC le 6 septembre a pris effet le 16 septembre pour l'ensemble des banques commerciales. Cette baisse devrait permettre de libérer 800 Mds RMB de liquidité. Le nouveau LPR a été établi à 4,2% le 20 septembre, soit une baisse de 5 pdb par rapport à la dernière tombée, la PBoC profitant de la fenêtre d'opportunité offerte par la baisse du taux des Fed Funds et la relative stabilité du RMB.

Pour mémoire, la PBoC a annoncé le 16 août un changement de méthodologie de calcul du *Loan Prime Rate (LPR)*, qui devra désormais servir de référence pour la détermination des taux d'intérêt pour les nouveaux prêts bancaires. Les banques doivent désormais déterminer le nouveau taux mensuel, chaque 20 du mois, en ajoutant quelques points de base à leur coût d'emprunt auprès de la PBoC lors d'opérations d'*open market* (principalement la facilité de prêt à moyen terme, *Medium-term Lending Facility*). La PBoC a explicitement souligné que l'objectif de cette réforme était de réduire les coûts de financement pour les entreprises et d'améliorer le mécanisme de transmission de la politique monétaire (voir brèves de la semaine du 19 août).

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Guerre commerciale : entretien au niveau vice-ministériel entre la Chine et les Etats-Unis à Washington

Selon un communiqué publié par le ministère chinois du Commerce (MofCom), une délégation chinoise dirigée par Liao Min, vice-ministre des Finances, s'est rendue à Washington le 18 septembre pour un entretien avec ses interlocuteurs américains, afin de préparer le 13^e cycle des négociations à Washington, qui aura lieu début octobre. M. Liao s'était déjà rendu à Washington au mois de janvier dernier pour préparer une rencontre entre Liu He et le tandem Lighthizer/Mnuchin. Pour rappel, la semaine dernière, le gouvernement chinois a annoncé avoir exempté de tarifs 16 types de produits américains (représentant environ 1,6 Md USD d'importations chinoises de produits américains sur la base des données de 2018) ainsi que sa décision de relancer les achats de produits agricoles américains, le soja et le porc en particulier ; Donald Trump avait quant à lui annoncé le report, du 1^{er} au 15 octobre, de l'augmentation des droits de douanes de 25 % à 30 % sur 250 Mds USD d'importations américaines de produits chinois ([voir brèves du 9 septembre](#)).

Relations sino-américaines : nouveau projet de réglementation pour renforcer le contrôle sur les investissements étrangers publié par le Trésor américain

Le 17 septembre 2019, le Trésor américain a publié le texte des réglementations destinées à renforcer le *Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS)* – le comité inter-agence en charge du contrôle de sécurité nationale des investissements étrangers entrants aux Etats-Unis – au titre de la mise en œuvre du *Foreign Investment Risk Review Modernization Act of 2018 (FIRMMMA)*, la loi bipartisane signée par le Président américain le 13 août 2018 ([voir brèves du 13 août 2018](#)). La réglementation proposée élargira le champ d'application du CFIUS aux investissements étrangers sans prise de contrôle, lorsqu'il s'agit d'un investissement dans une entreprise américaine **(i)** qui produit, conçoit, teste, fabrique, ou développe une ou plusieurs « technologies cruciales » (*“critical technologies”*), dont certaines technologies soumises au régime du contrôle des exportations ; **(ii)** qui possède, opère, fabrique, fournit ou sert « les infrastructures cruciales » (*“critical infrastructure”*), dans des secteurs comme les télécommunications, les services publics, l'énergie, ou le transport ; **(iii)** qui maintient ou collecte des « données personnelles sensibles » (*“sensitive personal data”*) des citoyens américains (sur au moins un million de personnes), ou les données collectées sur des membres de l'armée américaine ou des salariés des agences fédérales en charge de la sécurité nationale. Pour rappel, l'un des derniers exemples connus d'intervention du CFIUS vis-à-vis d'investissements chinois concernait la tentative d'acquisition de l'application américaine de rencontres homosexuelles Grindr par l'entreprise chinoise Kunlun, une décision motivée par la crainte que les autorités chinoises puissent accéder à des « données personnelles sensibles » de citoyens américains ([voir brèves du 25 mars 2019](#)). Ce projet de réglementation est ouvert aux commentaires écrits des partis intéressés jusqu'au 17 octobre 2019 ; une version définitive entrera en vigueur au plus tard le 13 février 2020.

[Lire le communiqué du Trésor américain](#)

Investissements : publication par le ministère du Commerce de son rapport annuel sur les IDE sortants en 2018

Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a annoncé, le 12 septembre, la publication de son rapport annuel – qui n'a pas encore été rendu public – sur les chiffres définitifs des investissements chinois sortants en 2018 (les investissements entrants font l'objet d'une publication distincte). Selon



le MofCom, les flux d'IDE sortants chinois ont atteint 143 Mds USD en 2018, en baisse de 10 % par rapport à 2017. Le stock total d'IDE atteignait, fin 2018, 1 980 Mds USD, soit plus de 6 % du stock mondial. Le MofCom recense par ailleurs 43 000 entreprises chinoises ayant investi à l'étranger, établies dans 188 pays. Dans sa communication, le MofCom n'entre pas dans le détail de la répartition géographique des investissements sortants. Pour rappel, selon la base de données Rhodium, les investissements chinois vers l'Europe ont atteint 30 Mds USD en 2018 (1,8 Md USD pour la France) et 5 Mds USD vers les États-Unis. Le rapport souligne en revanche la part croissante des investissements émanant d'entreprises privées : ceux-ci auraient progressé de 11% en 2018 pour atteindre 76 Mds USD, soit 62 % des investissements sortants totaux. Pour rappel, contrairement aux chiffres de la balance des paiements produits par la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) de la Banque centrale, les statistiques du MofCom sur les IDE divergent des normes internationales de comptabilité (ils ne prennent pas en compte les désinvestissements, ni le secteur immobilier). Selon la SAFE, les IDE sortants chinois ont reculé de 6 % en 2018, atteignant 96 Mds USD.

Retour au sommaire ([ici](#))



INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Crédit social : la Commission Nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) annonce avoir attribué une note générale à 33 millions d'entreprises

La NDRC a [annoncé](#) le 16 septembre 2019 avoir évalué 33 millions d'entreprises présentes sur le sol chinois et leur avoir attribué une évaluation générale selon quatre niveaux : excellent (优), bon (良), moyen (中) ou mauvais (差). D'après la NDRC, cette note ne remplacera pas les différents systèmes de notation sectoriels mais les complétera.

La NDRC a notamment précisé avoir attribué une note à l'ensemble des entreprises exerçant les activités suivantes: agences de voyage, mines de charbon, services de bus longue-distance, fournisseurs de gaz, et services à domicile. Cette note initiale est destinée à être revue par les autorités locales, qui sont invitées à y apporter leur contribution. Les entreprises sont invitées à soumettre leurs commentaires sur la liste à paraître d'ici fin octobre 2019 mais la méthodologie utilisée n'a pour l'instant pas été publiée.

Les représentants des entités classées dans la dernière catégorie seront convoqués afin de s'entretenir avec les autorités locales pour identifier et corriger les manquements constatés. Selon Lian Weiliang, vice-président de la NDRC, aucune sanction directe ne sera néanmoins appliquée sur la base de ces notes, les mécanismes de sanctions se limitant aux entreprises présentes sur des listes noires.

Pour rappel, afin d'« améliorer les mécanismes de régulation et de supervision du marché », certaines administrations ont signé des accords de coopération afin d'appliquer des sanctions conjointes contre les entités jugées « non fiables », qui sont recensées sur des listes noires. Pour ces dernières, la pression administrative ainsi que l'impact sur la réputation peuvent se révéler très dommageables. Pour les entreprises étrangères opérant en Chine, le SCS présente donc un facteur de risque accru en cas de non-conformité ou de litige avec une quelconque administration.

[Lire le rapport complet de la Chambre de Commerce de l'Union Européenne en Chine \(EUCCC\) sur le crédit social des entreprises](#)

Télécommunications : Ren Zhengfei, fondateur de Huawei, communique sur la possibilité de vendre la technologie 5G du groupe à des entreprises étrangères

Lors d'une interview avec [The Economist](#) et le [New York Times](#), Ren Zhengfei, PDG de Huawei, a annoncé le 10 septembre être prêt à dialoguer avec les autorités américaines et à vendre plusieurs technologies 5G à ses concurrents, y compris étrangers. D'après M. Zheng, cette offre octroierait un accès illimité à de nombreux brevets, licences et codes ainsi qu'à des techniques d'ingénierie sur lesquelles le groupe de Shenzhen considère être en avance par rapport aux autres acteurs du secteur, notamment Ericsson et Nokia. En contrepartie, l'entreprise acquéreuse devrait s'acquitter d'un prix fixe en une seule échéance. Elle serait alors libre de modifier la technologie de Huawei à sa convenance afin de l'adapter aux normes locales, notamment en termes de sécurité. Cela permettrait, selon Huawei, de « créer une situation équilibrée entre la Chine, les Etats-Unis et l'Europe » en rendant la technologie de Huawei accessible à des marchés où l'entreprise a été bannie tels que les Etats-Unis ou l'Australie.

Pour rappel, bien qu'une nouvelle exemption ait été accordée en août à certains fournisseurs américains, Huawei demeure sur la « liste des entités » du Département du commerce américain, ce

qui pourrait laisser présager d'un découplage à venir entre Huawei et certains de ses fournisseurs. Andy Purdy, *chief security officer* du groupe, a [insisté](#) cette semaine sur la nécessité d'inclure Huawei dans un accord commercial, arguant que de telles restrictions impactent davantage les partenaires américains de Huawei que le groupe lui-même. Cependant, le groupe a annoncé cette semaine le report du lancement de son nouveau smartphone Mate 30 sur le marché européen à cause de son impossibilité de proposer les services d'applications liés à Android (OS de Google).

Dans les faits, peu de détails concrets ont pour l'heure filtré concernant la proposition commerciale de Huawei, le prix fixé restant l'une des principales zones d'ombre. A très court terme, cette annonce permet toutefois à Huawei de se positionner comme une entreprise responsable, acceptant de partager ses connaissances afin d'en faire bénéficier les économies de pays tiers.

Sports : le Conseil des Affaires de l'État présente un plan d'action pour doper l'économie du sport

Le 17 septembre 2019, le Conseil des Affaires de l'Etat a présenté une liste de dix mesures destinées à stimuler l'économie du sport en Chine, faisant ainsi suite au « plan pour construire une nation leader des sports » annoncé deux semaines auparavant par le Premier ministre Li Keqiang et qui sera mis en œuvre en trois phases jusqu'à 2050. Les mesures annoncées prévoient notamment des mécanismes de soutien financier, des incitations fiscales, un soutien aux projets de construction d'infrastructures sportives ainsi que le renforcement de la propriété intellectuelle pour les diffuseurs, ce qui suggère une répression accrue contre les sites de *streaming* illégaux. En outre, la création d'un fonds spécial dédié au développement du sport est à l'étude.

En termes de gouvernance, ces réformes, dont certaines seront appliquées au niveau local, devraient favoriser une certaine forme de décentralisation au sein du système chinois, historiquement très dirigiste, comme le suggère l'injonction de « réduire la bureaucratie dans les associations sportives au niveau national ». De même, les nominations de personnalités issues du milieu du sport à des postes de direction à la tête de fédérations sportives tendent à démontrer une certaine émancipation de ce secteur. Ainsi, trois anciens joueurs professionnels (Du Zhaocai, Gao Hongbo et Sun Wen) ont été nommés vice-présidents de la China Football Association en août 2019 tandis que Yao Ming, ex-star de la NBA, est à la tête de la China Basketball Association depuis 2017. Dans un éditorial daté du 17 septembre, Caixin estime en effet que le marché du sport en Chine s'est transformé ces dernières années, se tournant plus vers une logique de marché.

L'importance donnée à ce secteur passe également par l'organisation d'événements de portée internationale. Pour rappel, la Coupe du monde de basketball, qui s'est achevée le 15 septembre, a eu lieu dans plusieurs villes du pays et Pékin organisera en 2022 les Jeux Olympiques d'hiver. Dans les prochaines années, il est probable que le pays se positionne également pour l'organisation du Mondial de football, comme l'a confirmé Li Jianming, directeur adjoint de l'Administration Générale des Sports, le 2 septembre : « organiser la coupe du monde, et un jour la gagner, s'inscrit dans notre ambition de réaliser des prouesses de niveau mondial, comme mis en avant dans le plan ».

D'après une étude de QuestMobile, une entreprise spécialisée dans l'analyse de données, l'ensemble des dépenses des ménages liées au sport devraient atteindre 1 500 Mds CNY (191,6 Mds EUR) en Chine en 2020.

[Lire l'éditorial de Caixin](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Aéronautique : Airbus fait le point sur ses enjeux et sa stratégie en Chine

A l'occasion de l'ouverture du salon Aviation Expo China à Pékin le 18 septembre, M. XU Gang, directeur général d'Airbus en Chine, a présenté un point de situation sur les activités du groupe. Les parts de marché des avions commerciaux Airbus dans la flotte chinoise sont passées de 6% en 1995 à près de 50% en 2019 dans le marché des monocouloirs, et culminent même à 60% dans le segment des gros-porteurs (1779 appareils sont exploités en Chine dont 1507 de la famille A320, 242 A330, 25 A350 et 5 A380). Pour Airbus, la Chine représente désormais son plus grand marché, avec environ un quart de ses livraisons annuelles mondiales (191 avions livrés en 2018). L'année 2019 confirme cette tendance, car l'avionneur annonce qu'à date de fin juillet, 93 appareils ont été livrés à des clients chinois (soit 81 avions de la famille A320, dont 73 A320neo, 2 A330 et 10 A350), représentant plus de 20% de ses 458 livraisons globales. L'avionneur compte accélérer sa stratégie d'intégration verticale en Chine, comme en témoigne le nouvel accord conclu avec AVIC pour l'équipement du fuselage des avions de la famille A320 à destination de la chaîne d'assemblage de Tianjin (440 avions ont été livrés à date depuis son ouverture en 2008, dont 16 à des compagnies asiatiques non chinoises, à raison d'une production de 6 avions par mois). Avec ses partenariats également en cours dans les secteurs des hélicoptères (37% de la flotte chinoise en 2019, 1er constructeur), de l'espace, des systèmes de télécommunication sécurisée, de l'innovation (2ème centre mondial ouvert récemment à Shenzhen, développement de solutions dans les domaines de la 5G, de l'intelligence artificielle, de la mobilité urbaine, etc.), de la formation (notamment de pilotes), Airbus estime que la valeur totale de sa coopération industrielle en Chine a atteint 900 millions USD en 2018 et devrait s'élever à 1 milliard USD en 2020.

Parmi les projets structurants, Airbus envisage le développement de son centre de finition et de livraison des avions de la famille A330 à Tianjin (réception dans les prochains mois d'appareils A330neo pour livraison à des compagnies non-chinoises, voir également de modèles A350). Le modèle A350-1000 a fait l'objet d'un focus particulier, Airbus démontrant que cette gamme d'appareil répondra aux besoins croissant de l'offre chinoise pour des opérations long-courriers, comme en témoigne d'ailleurs le succès du modèle A350-900 (Air China, exploitant déjà 10 appareils, a confirmé l'été dernier une commande ferme de 20 autres). A l'opposé du spectre, sur le segment des monocouloirs, Airbus a également vanté les mérites de son programme A220 (reconfiguration des C-Series 100 et 300 de Bombardier, acquises par Airbus en juillet 2018), dont l'offre de capacité 100-150 sièges serait particulièrement adaptée pour répondre au marché domestique. Airbus organisera un « démo-tour » de l'A220 en Chine en décembre prochain, les processus de certification de l'appareil ainsi que de ses moteurs (Pratt & Whitney 1500G) sont en cours entre les autorités chinoise et canadienne de l'aviation civile.

Changement climatique / BRI : l'université de Tsinghua appelle à une décarbonation des « routes de la soie »

Selon un rapport mené par des chercheurs de l'université Tsinghua – dont l'économiste M. MA Jun, ancien chef économiste de la *People's bank of China* (PBOC) – sur la décarbonation de l'Initiative des nouvelles routes de la soie (BRI), la tendance de développement actuelle dans les 126 pays participant à BRI est incompatible avec les objectifs fixés dans l'Accord de Paris de contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C d'ici 2050. En effet, l'étude approfondie pour 17 pays participant à BRI

montre que ces pays dépasseraient leur budget carbone de 11Gt (+16%) d'ici 2030 et de 87 Gt (+60%) d'ici 2050. Le rapport appelle par conséquent à une « action immédiate », en suggérant notamment à plus de soutien en faveur de l'investissement vert, y compris dans les pays partenaires de BRI.

De source bien informée, une première version de ce rapport était prête il y a plusieurs mois, mais elle aurait fait l'objet d'échanges avec les autorités chinoises, retardant sa publication.

Pour mémoire, le verdissement des routes de la soie reste un sujet controversé, le gouvernement chinois affichant une forte volonté à verdir l'empreinte chinoise en pays tiers et à respecter les engagements climatiques des pays cibles. Le sujet fut l'un des principales thématiques d'échanges du second forum des routes de la soie en avril dernier. Pour autant, plusieurs rapports montrent que l'action des entreprises chinoises en pays tiers est souvent néfaste pour l'environnement, pointant notamment les nombreux projets de construction de centrales de production d'électricité à partir du charbon dans les pays partenaires de BRI, parfois utilisant des technologies non-conformes aux réglementations environnementales chinoises.

[Voir le lien vers le rapport](#)

Développement durable: la protection écologique et le développement de haute qualité du bassin du fleuve Jaune érigés en « stratégie nationale majeure »

Le Quotidien du Peuple a consacré sa « une » à la conférence du 18 septembre à Zhengzhou (capitale de la province du Henan). Lors de cette conférence, présidée par le président chinois M. Xi Jinping, la protection écologique et le « développement de haute qualité » du bassin du fleuve Jaune ont été érigées en « stratégie nationale majeure ».

M. Xi a souligné cinq aspects clés dans la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie nationale : i) la protection de l'écologie et de l'environnement (les travaux de restauration écologique, la lutte contre la pollution et la conservation de la biodiversité); ii) l'amélioration du système de régulation des sols et des eaux (la prévention des inondations et des sécheresses); iii) l'économie des ressources en eau combinée avec une planification urbaine rationnelle; iv) le développement de haute qualité (de nouveaux modes de développement respectant le contexte local et une participation active à l'Initiative des Nouvelles routes de la soie) et v) la protection du patrimoine culturel du fleuve Jaune.

Aéronautique : COMAC fait le point sur ses programmes et dévoile ses prévisions pour l'aviation commerciale à horizon 2038

L'Avionneur chinois COMAC (Commercial Aircraft Corp of China) a annoncé, à l'occasion d'une conférence de presse tenue à Pékin le 18 septembre 2019 lors du salon Aviation Expo China, qu'il débutera la fabrication du premier avion de son programme de monocouloir C919 avant la fin d'année, en maintenant l'objectif est d'obtenir la certification par l'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) de son appareil en 2021 ou 2022, pour livraison au client de lancement, China Eastern. Jusqu'à présent, COMAC confirme 815 commandes fermes de C919 par des clients chinois ou étrangers. S'agissant du programme de gros porteurs sino-russe CRJ929, COMAC a annoncé que la finalisation de la phase de la conception était terminée. Les appels d'offres pour la sélection de fournisseurs sont en cours d'examen, les industriels français et européens ayant largement pris rang (notamment Safran, Thales ou Liebherr). L'avionneur a également rappelé que 15 ARJ21 (avion régional) ont été livrés

(Chengdu Airlines et Genghis Khan Airlines) et que les trois grandes compagnies aériennes chinoises (Air China, China Eastern et China Southern) ont passé une commande ferme pour 35 appareils à chacune.

Par ailleurs, l'avionneur a présenté une révision de son étude de marché prévisionnelle pour les avions commerciaux sur la période 2019-2038. Dans son rapport, COMAC estime que les livraisons de nouveaux appareils en Chine s'élèveront à 9205 appareils de plus de 50 sièges (958 avions régionaux, 6119 avions monocouloir, et 2128 gros-porteurs), sur la base d'hypothèse d'un taux de croissance moyen de 5,2%. Ces prévisions sont supérieures à celles d'Airbus qui estime pour sa part les besoins à 7420 nouveaux appareils d'ici 20 ans, quand Boeing situe ses propres prévisions entre celles des avionneurs chinois et européen, à 8090 nouveaux appareils.

Transport aérien : renforcement des liaisons aériennes vers la France et développement de destinations en Russie et en Asie au départ du prochain aéroport de Pékin-Daxing

L'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a officialisé le 17 septembre ses décisions d'allocation de nouvelles liaisons internationales des compagnies chinoises. S'agissant de la France, à compter de 2020, Paris verra sa connectivité s'accroître avec un nouveau quotidien par Air China au départ de Pékin (aéroport Capital), un nouveau quotidien par China Eastern au départ du nouvel aéroport de Pékin-Daxing (inauguration officielle le 30 septembre), une nouvelle liaison de China Eastern entre Nankin et Paris (4 vols hebdomadaires) et enfin, toujours pour China Eastern, avec 3 vols hebdomadaires complémentaires (au double quotidien existant) entre Shanghai et Paris.

Ces décisions complètent les approbations l'été dernier de la création de liaisons vers Nice, depuis Pékin-Capital par Air China (3 vols hebdomadaires depuis début août) et Shanghai par Shanghai Airlines (4 vol par semaine à compter de 2020). Par ailleurs, dans le sillage de l'ouverture du nouvel aéroport de Pékin-Daxing, les destinations suivantes ont été approuvées : pour China Southern, vers Moscou (quotidien), Tokyo Haneda (quotidien), Cheongqju (quotidien) et Busan (3 vols hebdomadaires) ; pour China Eastern, en outre de Paris, vers Moscou (4 vols par semaine), Tokyo Haneda (quotidien), et Séoul (quotidien).

Retour au sommaire ([ici](#))

AGRICULTURE & AGROALIMENTAIRE

Agroalimentaire : la Chine a déstocké 10 000 tonnes de viande de porc jeudi 19 septembre pour sécuriser l'approvisionnement des consommateurs à l'approche des vacances de la Fête Nationale (1er octobre)

D'après [Reuters](#), Le Ministry of Commerce (MofCom) a également annoncé avoir déstocké ce mois-ci 2 400 tonnes de viande de bœuf et 1 900 tonnes de viande de mouton. Les volumes de viande congelée stockée restent élevés d'après le MofCom qui assure qu'il continuera à réguler l'approvisionnement et le prix de la viande de porc.

Commentaire sur les chiffres :

Il semblerait que la quantité de viande de porc stockée était de 1 million de tonnes avant ce déstockage, ce qui correspond à la consommation hebdomadaire chinoise.

Si on suppose que :

- la production chinoise correspondait avant la crise de la PPA à la consommation nationale, donc production hebdo = consommation hebdo = 1 million de tonnes ;
- la production a baissé de 30 % (selon les chiffres officiels chinois), donc la production a baissé de 300 000 tonnes soit 30 % de la réserve nationale.

Alors les réserves chinoises ne peuvent couvrir environ que 3 semaines de consommation nationale (et 2 semaines seulement en prenant une diminution du cheptel de 50 % évoquée par certains experts).

La valeur de 10 000 tonnes déstockées selon le MofCom est ainsi à confronter aux 300 000 tonnes tirées du calcul ci-dessus.

PPA : en août, l'augmentation sur 1 an du prix de la viande de porc est passée à 47 %

Selon [CNBC News](#), en juillet dernier, l'augmentation n'était alors « que » de 27 % entre juillet 2018 et juillet 2019. Certaines estimations parlent de la moitié des cochons chinois tués par la maladie. Les analystes de Rabobank, une banque néerlandaise, prévoient encore une réduction de moitié du cheptel porcin d'ici la fin de l'année.

Les prix d'autres viandes ont également augmenté : bœuf, mouton, poulet, entre 11,6 % et 12,5 %.

La montée des prix de la viande de porc est responsable de 10 % de la montée des prix de la nourriture en août d'après la Bureau National Chinois des Statistiques.

HONG KONG et MACAO

Bourse : Malgré le refus du London Stock Exchange, HKEX souhaite poursuivre les négociations en vue d'un rapprochement entre les deux opérateurs boursiers.

L'opérateur de la Bourse de Londres (LSE) a rejeté le 13 septembre l'offre préliminaire et non sollicitée de rachat transmise 2 jours plus tôt par HKEX pour 29,6 Mds £, en raison d'un différentiel stratégique, des difficultés réglementaires, des modalités de paiement (une partie importante en actions HKEX) ainsi que du prix proposé, jugé insuffisant. LSE souhaite que la nouvelle connexion boursière avec Shanghai (Shanghai-London Stock Connect établie en juin 2019) soit le canal privilégié pour accéder au marché chinois, et entend mener à bien l'acquisition du fournisseur de données financières Refinitiv pour 27 Mds USD, qu'HKEX souhaite ne pas voir aboutir. Ayant pris acte de ce refus, HKEX a annoncé qu'il souhaitait poursuivre les négociations en vue d'un rapprochement, en rencontrant notamment les différents actionnaires du LSE ainsi que les régulateurs concernés, anglais et italien (LSE étant également propriétaire de la Bourse de Milan). HKEX a jusqu'au 9 octobre pour confirmer son offre préliminaire de rachat.

Bourse : IPO possible de ANHEUSER BUSCH

Si la place financière de Hong Kong a enregistré 78 nouvelles introductions en bourse au premier semestre 2019 pour un montant total de 9,1 Mds USD, en nette progression par rapport à la même période l'an dernier, plusieurs opérations ont néanmoins été reportées depuis juin (Alibaba Group Holding Ltd, Anheuser-Busch InBev, Hutchison China MediTech). Après avoir décidé de reporter son IPO en juillet, Anheuser-Busch InBev (qui détient Budweiser, Stella Artois et Corona) a toutefois annoncé le 17 septembre son intention de se lister à la Bourse de Hong Kong et de lever 4,8 Mds USD. Si ce projet d'IPO se concrétise, il s'agirait de la deuxième plus importante en 2019, après celle d'Uber, en mai, qui a levé 8,1 milliards de dollars sur le NYSE.

Rating : Moody's modifie la perspective de la notation de HK (Aa2) de stable à négative

Moody's a modifié la perspective de Hong Kong de stable à négative le 16 septembre, tout en confirmant la notation à Aa2. L'agence cite l'érosion des institutions hongkongaises révélée par les manifestations, qui impacte l'attractivité de la RAS en tant que hub commercial et financier. L'agence note toutefois les atouts de Hong Kong tels que ses importantes réserves budgétaires et de change, qui permettent à la RAS de résister aux chocs économiques. Cette décision fait suite à la dégradation par Fitch Ratings le 5 septembre de la notation de Hong Kong de AA+ de AA.

Aéroport : baisse du nombre de passagers et du fret au mois d'août

L'autorité aéroportuaire de Hong Kong a publié le 15 septembre les chiffres du mois d'août. Le nombre de passagers a diminué de 12,4% avec 6 millions de passagers en août, tandis que le trafic aérien a baissé de 3,5% en g.a. L'autorité précise que cette baisse concerne principalement les voyageurs en provenance de Chine continentale, d'Asie du Sud-Est et de Taïwan. Le volume du fret cargo est également en baisse de 11,5% avec 382 000 tonnes de marchandises transportées. L'aéroport



international de Hong Kong a été bloqué le 12 et 13 août en raison des manifestations, qui ont causé l'annulation de plus d'un millier de vols.

Innovation financière: l'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) et la Banque des règlements internationaux (BRI) ont signé un accord sur le centre d'innovation BRI à Hong Kong

La Banque des règlements internationaux (BRI) et l'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) ont signé le 18 septembre un accord opérationnel sur le centre d'innovation BRI à Hong Kong. Cette structure aura pour objectif d'identifier et développer les technologies affectant les banques centrales en vue d'améliorer le fonctionnement du système financier. Il aura aussi pour objectif de favoriser la collaboration internationale entre les banques centrales en matière de technologie financière innovante. Des centres similaires seront installés à Bâle et Singapour.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Antoine Moisson, Camille Bortolini, Furui Ren, Lianyi Xu, Antoine Bernez, François Lemal, Wei Li, Arthur Blanpain, Maxime Sabourin

Revu par : Pierre Martin, Orhan Chiali, Dominique Grass, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Thibaut Nancy

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet

